

5 décembre 2002 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Point de presse de MM. Jacques Chirac, Président de la République, et Anders Fogh Rasmussen, Premier ministre du Danemark, sur la préparation du conseil européen de Copenhague, notamment la candidature de la Turquie à l'Union européenne et l'élargissement, Paris le 5 décembre 2002.

LE PRÉSIDENT - Mesdames, Messieurs, je voudrais d'abord souhaiter la bienvenue à la présidence et au Président de l'Union, et souligner que la présidence a fait un travail considérable, difficile et intelligent. Et, dans toute la mesure du possible, la France souhaite soutenir les efforts de la présidence pour que le sommet de Copenhague, qui sera un sommet historique puisque c'est celui de l'élargissement, on passe de 15 à 25, pour que ce sommet historique et bien préparé soit un succès.

Nous partons de l'accord de Bruxelles. A partir de là, la présidence, pour répondre à des demandes émanant des pays candidats, a fait des propositions complémentaires. Sous réserve de quelques détails d'application, nous soutiendrons la position de la présidence.

Pour ce qui concerne la Bulgarie et la Roumanie, nous sommes en plein accord avec la présidence pour prévoir une entrée de ces pays, s'ils remplissent les conditions, en 2007 et nous sommes tout à fait d'accord avec la nouvelle feuille de route proposée pour ces deux pays.

S'agissant du point de la Turquie, j'ai donné mon sentiment au Président. Nous avons eu une discussion hier avec le Chancelier, en présence de nos deux ministres des Affaires étrangères.

Nous avons pensé que la meilleure position pour l'Allemagne et la France était de se mettre d'accord sur une proposition commune à faire à la présidence, dans une discussion qui sera très difficile parce que les points de vue sont assez opposés entre les uns et les autres. Mais je fais confiance à la présidence.

Pour ce qui concerne l'Allemagne et la France, nous avons pensé que notre proposition pourrait être la suivante : fin décembre 2004, en quelque sorte clause de rendez-vous pour examiner, sur rapport et recommandation de la Commission, si la Turquie remplit ou plus exactement respecte intégralement les critères de Copenhague. Et, dans l'hypothèse où ce serait le cas, alors, début des négociations à partir de juillet 2005. Ceci est une proposition germano-française qui va s'intégrer dans l'ensemble des réflexions de la présidence, qui conclura à Copenhague.

Dernier point, avant de passer la parole au Président RASMUSSEN, nous nous sommes mis d'accord pour que les conclusions, que nous espérons très positives, du Conseil des ministres des transports qui a lieu demain sur les problèmes de sécurité maritime puissent être adoptées à Copenhague.

M. ANDERS FOGH RASMUSSEN - Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous remercier personnellement pour votre approche extrêmement constructive et pour tous les soutiens dont vous avez fait preuve au cours de notre présidence.

Je suis venu pour préparer le sommet de Copenhague qui va se tenir la semaine prochaine. Nous sommes maintenant arrivés à l'ultime stade des négociations d'adhésion. Nous avons réalisé de bons progrès jusqu'à présent mais il reste encore quelques problèmes en suspens. Voilà pourquoi la présidence danoise a présenté des paquets de propositions individualisées pour chacun des dix

pays candidats avec lesquels nous espérons finaliser les négociations à Copenhague.

Dans cet objectif, nous avons fait plusieurs concessions aux pays candidats et nous avons aussi des messages de la part des pays candidats disant qu'ils ne sont pas entièrement satisfaits de ces paquets et que ceux-ci ne correspondent pas tout à fait exactement à leurs attentes. Mais, en même temps, certains pays membres considèrent que la présidence danoise a déjà été trop généreuse. Et moi, je crois que nous sommes arrivés à un bon équilibre et il me semble que c'est une offre raisonnable faite aux pays candidats. Je prie instamment les pays candidats de finaliser les négociations sur cette base.

Et j'aimerais avertir les pays candidats qu'il ne faut pas augmenter leurs demandes et demander des choses que nous ne sommes pas en mesure de leur accorder.

Et il y a un risque réel : si nous ne sommes en mesure de finaliser le processus à Copenhague, tout le processus de l'élargissement risque d'être retardé de plusieurs années.

C'est un moment historique, nous avons devant nous une chance historique de réunifier l'Europe et je crois que c'est une chance qu'il nous faut saisir.

Enfin, quelques mots sur la Turquie. Au sommet de Copenhague, nous allons prendre des décisions concernant les prochaines étapes pour la candidature turque. Et, pour la présidence, c'est un moment encore trop tôt pour prendre une décision, pour savoir exactement quelles seront les décisions qui seront prises. Et, au cours de ma tournée, j'ai écouté très attentivement tous les conseils que l'on m'a donnés. A la fin de mon voyage, je procéderai à une évaluation et je ferai à ce moment là une proposition que je présenterai au sommet.

Mon point de départ est très clair : la Turquie est un pays candidat et, en tant que pays candidat, la Turquie doit être traitée exactement comme tous les autres pays candidats. A savoir : la Turquie obtiendra une date pour le début des négociations quand et si la Turquie satisfera à tous les critères de Copenhague.

Je me félicite de la tenue de ce sommet et je suis convaincu qu'il s'agira d'un sommet historique.

LE PRESIDENT - Moi aussi.

QUESTION - Monsieur le Premier ministre, au sujet de cette proposition franco-allemande concernant la Turquie, quelle est votre position ?

M. ANDERS FOGH RASMUSSEN - Ma position est très claire. J'écoute très attentivement, et j'ai reçu énormément de conseils au cours de ma tournée. Ce sont des conseils que je prendrai en compte. Et c'est sur la base de tous ces conseils que je prendrai ma décision. Je ferai une proposition qui sera, je crois, un compromis, un point d'équilibre entre toutes les positions qui sont exprimées.

QUESTION - Monsieur le Président de la République, vous savez, certains sondages parus récemment montrent qu'une majorité de l'opinion française est hostile à l'entrée de la Turquie. Quels arguments pourriez-vous donner à ces Français qui sont contre, pour les convaincre ou éventuellement les faire changer d'avis ?

LE PRESIDENT - Vous savez, la Turquie est entrée dans le système européen il y a plus de quarante ans. Elle est membre de l'OTAN, et un membre important. Depuis 1963, nous avons tous reconnu qu'elle avait vocation à entrer dans l'Union européenne. Par conséquent, le problème aujourd'hui n'est pas de remettre en cause cette situation, le problème est de savoir si la Turquie remplit les conditions pour entrer dans l'Union européenne. Les conditions sont de nature politique, à l'égard de la démocratie, des problèmes sociaux, à l'égard de l'économie et c'est ce que l'on appelle généralement les critères de Copenhague. Tout le problème, c'est de savoir si la Turquie est décidée à remplir ces critères et, le cas échéant, à ce moment là, il sera légitime de commencer à négocier avec elle.

QUESTION - Monsieur le Président de la République, c'est vrai que les négociations financières se durcissent maintenant. Êtes-vous d'accord avec le Premier ministre RASMUSSEN pour dire que le grand rendez-vous avec l'histoire à Copenhague risque d'échouer à cause des problèmes financiers ?

LE PRESIDENT - Il est normal que le Président de l'Union soit prudent. Mais moi je vais vous donner mon sentiment. La présidence a fait un travail remarquable, superbe, et l'hypothèse d'un

ecneq est tout a fait exciue. Copennague sera un succes et, comme l'a dit tout a l'neure le Président RASMUSSEN, un succès historique.

QUESTION - Monsieur le Président de la République et Monsieur le Président de l'Union européenne, qu'attendez-vous demain de la réunion du Conseil des Transports qui va porter essentiellement sur la sécurité maritime ? Qu'attendez-vous comme avancée de l'Europe après tout ce qui se passe en matière de bateaux-poubelles ces derniers jours ?

LE PRESIDENT - Je laisserai le dernier mot à la présidence, naturellement. Nous, nous attendons deux choses au moins : premièrement, l'accélération de la mise en oeuvre des décisions prises à la suite du drame de l'Erika et notamment des propositions de la Commission. La deuxième chose, c'est que nous avons pris à trois, Espagne, Portugal, France, une décision de chasser de notre zone des 200 milles tout bateau ayant plus de 15 ans, monocoque et transportant du fioul lourd ou du goudron. Et nous avons déjà pris les premières mesures. Nous souhaitons que l'ensemble des pays de l'Union européenne s'associent à notre décision.

M. ANDERS FOGH RASMUSSEN - Je ne veux pas entrer dans les détails de ce qui sera décidé au Conseil des ministres des Transports mais la présidence danoise cherchera à ce que l'on mette en oeuvre les décisions qui ont déjà été prises. C'est un problème qui est extrêmement important et nous voulons qu'il y soit fait référence de manière extrêmement claire.